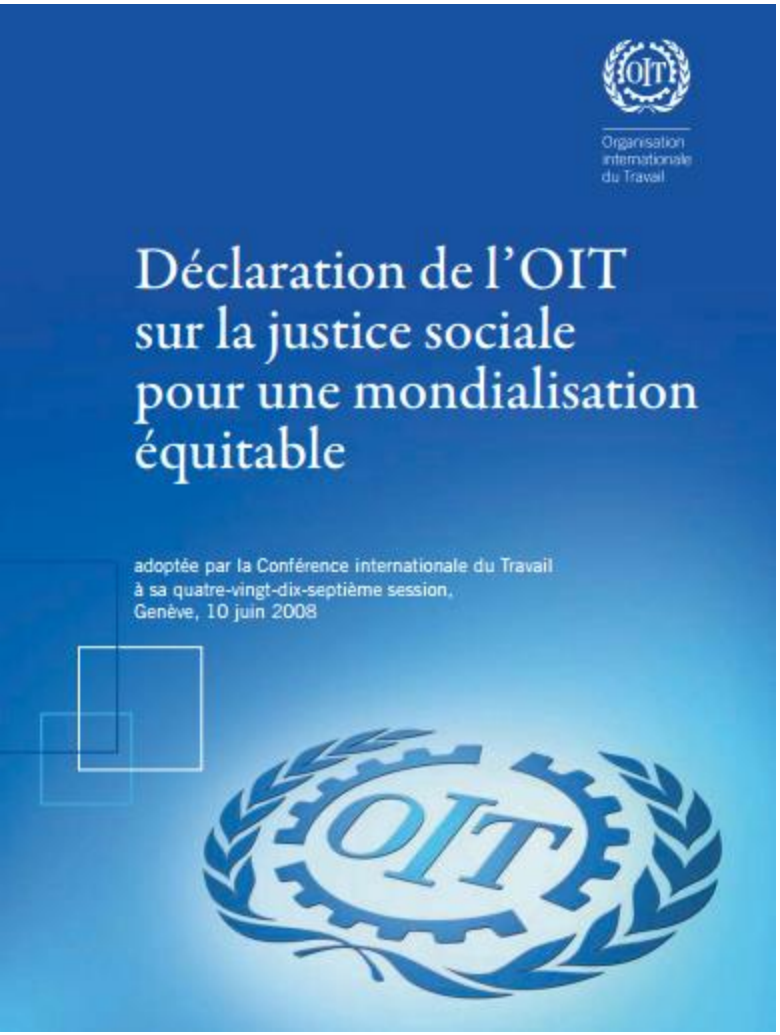
Politiques nationales de l'emploi

La raison d'être et l'approche de l'OIT en matière de politique de l'emploi

SOMMET DES PARTENAIRES SOCIAUX AFRICAINS
La mise en Œuvre du Livre Blanc pour l'Emploi en Afrique

Tunis, 15 & 16 décembre 2016

L’OIT et la justice sociale



L'Organisation Internationale du Travail a adopté à l'unanimité la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, le 10 Juin 2008.

Elle indique que, « les quatre objectifs stratégiques _ emploi, protection sociale, dialogue social et droits au travail _ sont indissociables, interdépendants, et se renforcent mutuellement ».

Une réalité de l'emploi de plus en plus complexe

(Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde: Tendances 2015 , BIT)

Les jeunes sont plus touchés par la crise de l'emploi

Les jeunes sont plus exposés au chômage: ils ont 3,7 fois plus de chances d'être au chômage que les adultes

Le niveau d'éducation accroît le risque de se retrouver au chômage

Moins d'un jeune sur 4 travaille

L'incidence du chômage de longue durée parmi les jeunes dans la région MENA est 56%

Le constat du chômage des jeunes s'alourdit si on y ajoute, les travailleurs découragés et en situation de sous-emploi

Parmi toutes les autres régions, les jeunes du MENA sont ceux qui ont la perception la plus négative du marché de l'emploi: 68% pensent que c'est une mauvaise période pour trouver un emploi dans leur pays

Une réalité de l'emploi de plus en plus complexe

(Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde: Tendances 2015 , BIT)

Les femmes sur le marché du travail dans la région: faible participation et forte précarité

Le taux de participation des femmes est de 21,7% en 2015 (le plus bas au monde) contre 75 % pour les hommes

Les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes (2.3 fois plus)

La qualité des emplois occupés par les femmes est très faible : 27,3 des femmes employées dans la région MENA sont des travailleuses non rémunérées

Source de pauvreté et d'exclusion, les disparités hommes/femmes ont un impact négatif aussi bien sur les femmes elles-mêmes que sur la croissance et le développement économique et social des pays

Une réalité de l'emploi de plus en plus complexe

(Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde: Tendances 2015 , BIT)

L'objectif d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité semble encore lointain

- Le chômage est la pointe de l'iceberg d'une situation beaucoup plus complexe
- L'emploi informel augmente
- **L'inadéquation emploi-formation et la faiblesse du capital humain sont des défis clé pour la région**
- Persistence de la pauvreté et des inégalités
- **Les déficits d'emploi ont un coût économique et social élevé et menacent le tissu social**

Un nouvel élan pour les politiques de l'emploi

Les agendas internationaux

- Objectifs de développement durable
- G20
- IFIs

Les agendas nationaux

- Cadres nationaux de développement
- Réponse à la crise et rôle des politiques économiques

Portée et contenu des politiques de l’emploi

Le cadre normatif: la Convention 122 sur la politique de l'emploi , 1964

- Créé une obligation pour les États d'annoncer leur politique de l'emploi à travers une déclaration officielle explicite
- Les politiques de l'emploi doivent tenir compte du niveau de développement économiques et doivent prendre en compte les pratiques nationales
- L'emploi doit être intégré au cœur des politiques économiques et sociales
- Les gouvernements doivent mettre en place des procédures ou mécanismes afin d'identifier et d'effectuer le suivi de mesures en faveur de l'emploi

La Stratégie Nationale de l'Emploi

- ✓ **Organisation de neuf ateliers préparatoires pour le Dialogue National pour l'emploi:**

(1) L'emploi et la fonction publique, les mécanismes de l'emploi précaire,

(2) La promotion de l'investissement et le rôle du secteur privé,

(3) L'encouragement des initiatives et le rôle du secteur privé,

(4) L'économie sociale et solidaire,

(5) Les gisements d'emploi non exploitées,

(6) Les politiques actives et les mesures d'urgence?

(7) L'emploi à l'étranger,

(8) Le cadre réglementaire *et institutionnel,*

(9) Le rôle du climat des affaires et du climat social ainsi que l'avancement des réformes sur la promotion du développement inclusif et de l'emploi durable

Le cadre politique

Agenda Global pour l'emploi (2003)

Développement de l'emploi	Compétence, technologie et employabilité	Développement de l'entreprise
Institutions et politiques du marché du travail	**Gouvernance et dialogue social**	Protection sociale

L'égalité entre hommes et femmes et l'informalité sont transversaux

Déclaration Tunisienne pour l'Emploi

UTICA

Dialogue National sur l'Emploi
Mesures d'urgence

Marché de l'emploi et Programmes actifs pour l'emploi

1. Formation et mise à niveau des demandeurs d'emploi, afin de satisfaire les besoins quant aux compétences définies au préalable par les entreprises économiques ...

2. Faire bénéficier les diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, chercheurs d'emploi et ... des programmes actifs d'emploi, de la gratuité des soins médicaux et du transport.

3. Création d'un système d'assurance contre la perte d'emploi pour des raisons économiques, tel que mentionné dans le contrat social.

4. Préparation d'un voyage des métiers et des compétences.

Entrepreneuriat et création de petits projets

5. Création d'une structure unifiée supervisant le système de création de projets, afin d'offrir tous les services de soutien et d'information, tels que le financement et l'accompagnement personnalisé dans la donnaire de création de projet, suivi par la mise en place de guichets régionaux unifiés et englobant les divers intervenants.

6. Mise en place d'un encadrement et d'un accompagnement pour les PME, afin d'aplanir les difficultés, aussi réservés qu'elles s'engagent à recruter dans des cadres contractuels spécifiques.

7. Augmenter les avantages accordés aux créateurs de projets :

- Exonération de taxes fiscaux et de taxes à la valeur ajoutée, et ce pendant le début du projet.
- Donner plus de flexibilité quant aux procédures d'octroi du congé pour création d'entreprise, telles que la prolongation de la période ou la gradation dans la taux de prise en charge des personnes concernées par cette mesure.
- Mise en vigueur de la loi se rapportant à l'ordre de 20% des marchés publics, et ce par la nécessité de prendre en considération les appels lancés via la PME et par la réduction des délais de paiement.
- Actualisation des circulaires concernant le financement de la création des entreprises, et notamment la circulaire 87 -37, se rapportant à l'octroi offerts par les banques pour l'octroi des prêts selon l'activité.

L'économie sociale et solidaire

8. Mettre en place un cadre légal de référence, juridique, définissant le concept d'économie sociale et solidaire, ses principes et ses composantes. Un cadre qui mettra en place les structures d'organisation y afférentes, définira leur fonctionnement et les mécanismes de leur financement.

9. Trouver des mécanismes de financement spécifiques utilisés à créer des entreprises d'économie sociale et solidaire (des lignes de financement et des contrats programmes auprès des institutions bancaires actuelles, ou avec des institutions financières ou un fonds d'investissement ...)

Potentialités d'emploi

10. Faire le Diagnostic des besoins des entreprises économiques non satisfaits au plan des RH, en examinant les causes et ... y valoriser les demandeurs d'emploi à travers un accompagnement personnalisé afin de les former et de les mettre à niveau.

11. Promouvoir l'investissement dans les secteurs ayant une grande capacité d'emploi, et les considérer comme secteurs prioritaires ; mettre en place des incitations spécifiques en relation avec la capacité d'emploi et la réalisation de valeur ajoutée. Parmi ces secteurs, l'on peut citer à titre d'exemple :

- Les énergies alternatives et renouvelables : considérer le domaine des énergies alternatives et renouvelables comme un secteur stratégique, vu son effet sur la promotion de l'investissement dans les autres industries à travers la réduction du coût de production.
- Le secteur agricole : mettre en place une stratégie nationale foncière, concertée et intégrante, afin de promouvoir l'investissement public et privé dans ce secteur, et ce par la résolution des problèmes fonciers en suspens.
- L'échange commercial : mettre en place d'une zone de libre échange dans les zones frontalières, soumise à la législation tunisienne.
- Equipement et environnement : lancer un vaste programme de maintenance, d'assainissement et d'embellissement de l'environnement urbain, tels que les aéroports, les grandes artères, les zones touristiques et les quartiers résidentiels. Les communes y interviendront financièrement, par le biais de contrats objectifs. La réalisation se fera avec le concours de l'ANIE.
- Animation touristique et culturelle et qualité de la vie : trouver de nouveaux types de partenariat entre l'état et le secteur privé, pour valoriser les potentialités locales dans les régions.

12. Promulguer un texte législatif consistant, le texte associatif comme partie prenante dans le traitement du chômage et l'accompagnement des demandeurs d'emploi, et ce en l'associant aux diverses activités et services en relation avec le renforcement du taux d'employabilité.

Partenariat entre les secteurs public et privé

13. Accélérer la promulgation des textes d'application nécessaires à la mise en œuvre du programme de partenariat entre les secteurs public et privé.

14. Introduire des modifications donnant plus de flexibilité concernant les achats publics, sans toutefois toucher au principe de l'égalité des chances.

Cadre organisationnel et institutionnel

15. Créer un conseil supérieur pour la promotion de l'emploi, sous la tutelle de la présidence du gouvernement. Il aura pour tâche l'arbitrage, le suivi et l'évaluation des politiques visant à promouvoir l'emploi. Il veillera avant à la bonne gestion du taux financement et à l'unification des approches et des méthodologies. La ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, avant été supervisera la compilation et la structuration des revendications issues de la titulaire au conseil supérieur. Ce conseil est assisté par des conseils régionaux comprenant toutes les parties intervenant dans son travail. Ces conseils feront les orientations et les programmes régionaux de l'emploi, le font par ailleurs le suivi de leur réalisation et veilleront à en aplanir les difficultés.

L'emploi à l'étranger

16. Mettre en place une base de données concernant les offres d'emploi à l'étranger, et l'actualiser en se fondant sur des études périodiques des marchés prometteurs et des spécialités demandées.

Conditions indispensables pour un processus de formulation de politique de l'emploi réussi

Conditions pour un processus de formulation de politique de l'emploi réussi

UN PROCESSUS INCLUSIF & RESPONSABLE	PERENNITE DE L'ACTION	UN ANCRAGE INSTITUTIONNAL CLAIR
• **Dialogue social tripartite** • **Large consultations aux niveaux national et régional** • Mettre en place des partenariats	• Alignement avec les autres processus nationaux • **Un engagement politique large et au plus haut niveau**	• Visibilité • **Coordination**

L’emploi: un engagement de tous

Dialogue social

- Consultations tripartite
- Validation tripartite

Cohérence des politiques et coordination

- Ministère de l’emploi, du travail, de l’Economie, de la Planification et des Finances
- Ministères sectorielS

Partenariat

- Partenaires techniques et financiers

Les partenaires sociaux

Article 3 de la Convention 122

«les représentants des milieux intéressés, en particulier les représentants des employeurs et des travailleurs, devront être consultés au sujet des politiques de l'emploi, afin qu'il soit pleinement tenu compte de leur expérience et de leur opinion, qu'ils collaborent entièrement à l'élaboration de ces politiques et qu'ils aident à recueillir des appuis en faveur de ces dernières».

Cadre organisationnel pour la formulation de la PNE

L'éventail des politiques nécessaires pour atteindre les objectifs de la SNE couvre différents ministères et différents niveaux de gouvernement (national, régional, local). Il englobe également les partenaires sociaux ainsi que des agences spécialisées (agences d'emploi publiques et privées, centres de formation, etc.). Rassembler tous ces acteurs et coordonner leurs actions tout en orientant la formulation de la SNE constitue donc un défi majeur.

L'expérience montre que la réussite de la mise en oeuvre d'une PNE est largement tributaire de la mise en place d'un mécanisme de coordination interministériel et tripartite bien conçu dès le processus de formulation.

Qu'est ce qu'une politique de l'emploi?

Une politique de l'emploi ce n'est pas…

- Un document isolé qui peut être formulé à la marge sans prendre en compte les autres politiques nationales
- Porter un intérêt uniquement aux politiques du marché du travail
- Une shopping-list de toutes les interventions possibles en matière d'emploi

Une politique de l'emploi c'est ….

- **Placer l'emploi au coeur des politiques économqiues et sociales**
- Un cadre intégré qui vise à mettre en cohérence les mesures qui influencent l'offre et la demande de travail et le fonctionnement du marché du travail
- Le résultat d'un travail de priorisation stratégique

Qu'est ce qu'une politique de l'emploi?

Une politique de l'emploi ce n'est pas…

- Une série d'activités ou de projets non corrélés qui se superposent les uns aux autres
- **Une politique qui concerne uniquement le Ministère en charge de l'emploi**
- Un travail de soliste
- Une approche unique

Une politique de l'emploi c'est ….

- Une vision concertée (5-10 ans) qui met en cohérence l'ensemble des acteurs et des interventions en matière d'emploi dans un pays
- **L'affaire de tous**
- Un travail d'orchestre
- Du 'sur-mesure'

Relevons ensemble le défi !

Suivez-nous sur

www.emplois-jeunes.org.tn

www.ilo.org